

« Une sorte de Commune des Algériens »

Nanterre, un colloque pour comprendre

Militant communiste depuis la Libération, Henri Malberg était présent à Paris au moment de la tragédie. Il revient notamment sur le traitement par *l'Humanité* de l'époque. « Honneur à ce journal », nous déclare-t-il.

Historiens et témoins ont participé à des débats dans la « capitale algérienne de l'exil ».

ENTRETIEN



Françoise Béjard

Comment avez-vous vécu le 17 octobre 1961 ?

HENRI MALBERG.

Quand la journée commence,

j'ignore que 20000 Algériens vont marcher dans Paris pour protester contre le couvre-feu. Les événements du soir, je les apprendis le lendemain, en lisant la seconde édition de *l'Humanité*. La prise de conscience de la gravité des événements est immédiate: le 17 octobre est un massacre des innocents, un événement rare dans la capitale, une sorte de Commune des travailleurs algériens.

On conteste souvent au PCF et à *l'Humanité*, leur engagement aux côtés des Algériens réprimés le 17 octobre. Qu'en pensez-vous ?

HENRI MALBERG. C'est profondément injuste et inexact. En relisant *l'Humanité* de cette semaine cruciale,

je suis frappé du courage, de l'intelligence politique qui s'exprime dans ses colonnes, et je peux dire: honneur à ce journal. Dans la seconde édition, imprimée la nuit même, *l'Humanité* consacre à l'événement une page entière sous le titre: « Par milliers, les Algériens ont manifesté hier dans Paris ».

Le 19, *l'Humanité* publie la déclaration du PCF qui dénonce la « gravité des événements du 17 octobre », la « brutalité sans précédent » de la « répression contre les Algériens » et « les sanglants événements » de la veille.

Le PCF en appelle à « l'application du principe de l'autodétermination dans le respect de l'unité du peuple algérien et de l'intégrité du territoire de l'Algérie ».

Quelle force politique peut dire qu'elle a tiré dans les vingt-quatre

heures un tel enseignement de cette manifestation ?

Le 17 octobre est-il un tournant ?

HENRI MALBERG. On ne peut pas appréhender le 17 octobre si on l'envisage comme un acte isolé, une tragédie incompréhensible dans ses origines, et si l'on ne prend pas en compte son devenir. Il survient dans un contexte de tensions et de violences: dans cette période, les manifestations s'enchaînent sans arrêt. C'est ce mouvement qui s'élargit que Papon et le gouvernement choisissent de briser, parce qu'il contribue à la recherche d'une solution pacifique en Algérie. Le 17 octobre 1961, c'est donc une répression sauvage, mais ce n'est pas que cela: c'est aussi un moment politique majeur. Après l'année cruciale 1961, on s'approche de la semaine cruciale, celle qui entoure la manifestation de Charonne, en février 1962.

Charonne s'inscrit-il dans le prolongement du 17 octobre ?

HENRI MALBERG. Charonne donne le signal que, cette fois, on va en finir une bonne fois pour toutes avec cette guerre, parce que converge ensuite un mouvement populaire irrésistible en France. Les obsèques de Charonne sont à la fois un acte de douleur et de souffrance mais aussi l'une des plus grandes manifestations politiques de l'histoire d'après-guerre. Les grèves et ce million de gens qui viennent crier leur peine au Père-Lachaise, c'est immense et, objectivement, c'est ce qui donne les forces à de Gaulle pour conclure la paix. Il y a donc bien une année de basculement, et le 17 octobre en est un moment.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR SÉBASTIEN CRÉPEL

Vote des pouvoirs spéciaux, relations avec le FLN, etc.: Henri Malberg revient sur les questions posées au PCF dans cette période sur www.humanite.fr.

Avec Charonne: le cessez-le-feu des mémoires

17 octobre 1961, 8 février 1962: la relation entre les deux massacres à Paris, qui marquèrent les derniers mois de la guerre d'Algérie, ne fut pas toujours simple...

Dans son livre d'historien *Charonne 8 février 1962 - Anthropologie historique d'un massacre d'État* (1), le docteur en histoire

lors le silence de *l'Humanité*, vingt ans après, quant aux ratonnades du 17 octobre. Vingt ans plus tôt, *l'Humanité* avait préféré titrer sur le 2^e Congrès



Mémoires d'Humanité/CG93

La foule aux obsèques des victimes de la manifestation de Charonne à Paris le 13 février 1962.

tobre, ensuite constamment répondant à l'appel du FLN qui Paris, de la mairie du 11^e ar-

Bon succès pour le colloque organisé samedi par la mairie de Nanterre et plusieurs associations locales sur le thème « Une mobilisation algérienne: Nanterre et le 17 octobre 1961 » (1). La Maison de la musique, cadre de l'initiative, a vu intervenir de nombreuses personnalités, historiens et témoins, parmi lesquelles l'avocate Nicole Rein, qui fut membre du collectif des avocats du FLN, et Jean-Luc Einaudi, l'auteur de *la Bataille de Paris*, ouvrage décisif dans la relance du travail de mémoire sur la répression policière de la manifestation du 17 octobre 1961 pour l'indépendance de l'Algérie.

En ouverture, le maire, Patrick Jarry, a souligné « l'apport des immigrations dans la construction de Nanterre ». Évoquant l'inauguration d'un « boulevard du 17 octobre 1961 », il a souligné l'importance « d'inscrire cette histoire dans les murs de (la) ville ». « Capitale algérienne de l'exil », selon la formule qu'utilisera le réalisateur et écrivain Medhi

Nanterre abritait l'un des plus gros bidonvilles de la région parisienne.

Lallaoui dans sa prise de parole très applaudie sur les enjeux de la mémoire du 17 octobre 1961, Nanterre abritait, jusqu'au milieu des années 1960, l'un des plus gros bidonvilles de la région parisienne. La plupart des